

# "La défaillance du système bancaire est inacceptable"

Malgré cela, Arnaud Montebourg estime avoir préservé 135 000 emplois

La 7<sup>e</sup> édition de la Semaine économique de la Méditerranée a ouvert ses portes hier à Marseille et Arnaud Montebourg, ministre en charge du Redressement productif, s'y rend aujourd'hui. Au moment où la France assiste à une recrudescence des plans sociaux, il a répondu à *La Provence*.

**Après 2012, on avait eu l'impression que la crise était passée. Mais les plans sociaux réapparaissent en grand nombre. Que se passe-t-il ?**

Nous avons beaucoup d'entreprises qui sont à court de trésorerie, parce que la reprise n'arrive pas en Europe. Elles ne peuvent plus attendre. Le système bancaire les soutient de manière insuffisante. D'où une vague de défaillances avec ces dépôts de bilan, ces faillites. Notre rôle n'a pas changé. Je n'ai jamais connu d'accalmie. Nous avons traité 1 075 dossiers de sociétés en difficultés, soit 150 000 emplois concernés. Nous en avons sauvé 135 000. Evidemment c'est très dur et tous les jours nous croisons des salariés et des patrons en détresse mais nous avons quand même une satisfaction, dans la plupart des cas, nous avons préservé les outils industriels, les savoir-faire, les technologies. Et en cela, nous préparons la reprise, nous préservons l'avenir.

**Dans votre livre "La bataille du made in France" vous faites la comparaison entre la désindustrialisation et la débâcle de 1940. Nous en sommes là ?**

Les Français doivent comprendre que les usines qui ferment chez nous ouvrent ailleurs, dans d'autres régions du monde, là où il y a de la croissance. Les décisions prises en Europe, extrêmement dures tant sur le plan budgétaire que monétaire, ont pour conséquence de faire de la zone euro une zone dont l'économie reste en panne, tandis que le reste du monde a enfin retrouvé la croissance 5 ans après



Le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, sera à Marseille aujourd'hui.

/PHOTO AFP

**"Les Français doivent comprendre que les usines qui ferment s'ouvrent ailleurs".**

la crise de 2008. Nous devons écouter ce que dit le FMI, ce que dit l'OCDE, ce que disent tous les prix Nobel d'économie, qui réclament une autre stratégie des pays de l'UE et de la Commission de Bruxelles dans la zone euro.

**Dans votre livre, vous dites être allé à Bruxelles avec méfiance. Maintenant vous êtes accablé, parce qu'il est impossible de s'entendre à 28. Que faut-il faire, taper du poing sur la table, claquer la porte ?**

L'Union européenne et la Commission doivent prendre en compte les causes des défaillances d'entreprises qui

s'abattent sur la France, l'Espagne, l'Italie et d'autres pays de l'UE. Après 2008, lorsque les banques ont failli et fait basculer le monde dans la crise, l'UE a mis sur la table 500 milliards d'euros. Pour l'industrie, elle a mis zéro ! Les banques, ça représente des intérêts. L'industrie, ce sont des hommes et des femmes sur des territoires. La Commission européenne doit être à la hauteur de la situation.

**Vous parlez souvent du "made in France". N'avez-vous pas le sentiment d'être un peu seul alors que les banques ne jouent pas le jeu. Par exemple Mayamax, une société provençale a choisi de rapatrier en France sa production de chargeurs de téléphone qu'elle fabriquait en Chine. Et cela grâce à Yamaha. Les banques françaises sont restées muettes !**

C'est bien parce que le système bancaire privé est trop sou-

vent défaillant que nous avons créé la Banque publique d'investissement qui soutient le projet Mayamax. Le système financier mondial est resté le spécialiste des rentabilités abusives à deux chiffres ! C'est inacceptable. C'est pourquoi avec la BPI nous avons mis en place un service public bancaire qui a pour but d'accompagner les entreprises qui préfèrent l'économie réelle, l'industrie enracinée, les hommes et les femmes qui y travaillent.

**Vous allez assister ce jeudi à la Semaine économique de la Méditerranée. Quel message allez-vous y diffuser ?**

D'abord qu'il existe de par le mélange des cultures et l'alliance des intérêts économiques des perspectives de développement pour les deux rives de la Méditerranée. Malgré les turbulences qui agitent le monde arabe après les printemps qu'il a connus, je leur dirai que nous avons beaucoup de choses à faire ensemble.

**Dans notre région, vous avez eu à connaître beaucoup d'entreprises en difficulté : Lyondellbasell, Fralib, Moulins Maurel et d'autres. Quel bilan en tirez-vous ?**

La plupart de ces entreprises sont l'objet de toute notre attention et d'actions menées aussi bien par le CRP Paca que directement à mon cabinet. Il est encore trop tôt pour dresser un bilan. Ce que je peux vous dire, c'est qu'aucune entreprise n'est laissée à l'abandon. Nous cherchons des solutions, par une stratégie d'endiguement des difficultés. À chaque fois, nous mettons tout le monde autour de la table et nous demandons des sacrifices à chacun. Aux actionnaires, aux dirigeants, aux banquiers, aux créanciers dont l'État, et parfois aussi aux salariés pour préserver nos usines. C'est notre stratégie constante.

Propos recueillis par Olivier MAZEROLLE et Jean-Luc CROZEL